

L'armée française accuse Macron de « trahison »

Un groupe de hauts généraux militaires français a accusé Emmanuel Macron d'avoir commis une « trahison » en signant le pacte migratoire de l'ONU.

Le pacte, qui a été signé par 164 nations lundi, dont la France, autorise une migration illimitée et qualifie la critique des migrations de masse de « discours de haine ».

Une lettre écrite par le général Antoine Martinez et signée par dix autres généraux, un amiral et un colonel, ainsi que l'ancien ministre français de la Défense Charles Millon, avertit Macron que cette décision prive la France de plus de souveraineté et fournit une raison supplémentaire pour « un peuple déjà meurtri » de « se révolter ».

La lettre accuse Macron d'être « coupable d'un déni de démocratie ou d'une trahison contre la Nation » pour avoir signé le pacte sans le soumettre au peuple.

« L'Etat français prend du retard dans la prise de conscience de l'impossibilité d'intégrer trop de personnes, outre des cultures totalement différentes, qui se sont regroupées au cours des quarante dernières années dans des zones qui ne sont plus soumises aux lois de la République, » affirme la lettre, ajoutant que l'immigration massive efface les « repères de civilisation » de la France.

Selon l'eurodéputée britannique Janice Atkinson, le pacte de l'ONU conduirait à inonder l'Europe de 59 millions de nouveaux migrants au cours des six prochaines années.

Mettant en garde contre le fait que le plan conduirait les pays européens à voir leur « culture et leur identité écrasées », M. Atkinson a également souligné que le pacte pourrait conduire à des lois sur le discours de haine qui rendent illégal l'utilisation du terme « migrants illégaux », en le remplaçant par « migrants irréguliers ».

« Il sera illégal de ne pas utiliser le langage qui leur est prescrit », a averti M. Atkinson, ajoutant que les citoyens européens pourraient « dire adieu à leur démocratie et à leur mode de vie » si le pacte est mis en œuvre.

Le taux d'approbation du président Macron a chuté à 18 % au milieu d'une vague d'émeutes de protestation contre un certain nombre de questions, notamment les taxes sur les carburants et l'immigration massive.

Lisez la lettre complète des généraux français ci-dessous.

Monsieur le Président,

Vous êtes sur le point de signer les 10 et 11 décembre le « Global

Compact on Safe, Orderly and Regular Migration », qui établit un véritable droit à la migration. Elle peut s'imposer à notre législation nationale par le biais de traités préexistants ou du principe de responsabilité commune énoncé dans ce pacte.

Il nous semble que la seule souveraineté qui restera à la France consistera à fixer librement la manière dont les objectifs du pacte devront être réalisés. On ne peut renoncer à cette nouvelle partie de la souveraineté nationale sans un débat public alors que 80% de la population française considère qu'il est nécessaire d'arrêter ou de réguler drastiquement l'immigration. En décidant seul de signer ce pacte, vous ajouteriez une raison supplémentaire de révolte à la colère d'un peuple déjà meurtri. Vous seriez coupable de déni de démocratie ou de trahison contre la nation.

De plus, les finances de notre pays sont asséchées et notre dette augmente. Vous ne pouvez pas prendre le risque d'un appel coûteux à la migration aérienne sans d'abord démontrer que vous n'aurez pas à recourir à des taxes supplémentaires pour atteindre les objectifs du pacte. D'autre part, vous devez pouvoir, en termes de sécurité, limiter les conséquences liées à l'arrivée de populations extra-européennes. Enfin, vous ne pouvez ignorer que l'essence même de la politique est d'assurer la sécurité à l'extérieur et l'harmonie à l'intérieur. Cependant, cette concordance ne peut être obtenue que si elle maintient une certaine cohérence interne de la société seule capable de permettre de vouloir faire ensemble, ce qui devient de plus en plus problématique aujourd'hui.

En effet, l'Etat français prend du retard dans la prise de conscience de l'impossibilité d'intégrer trop de personnes, outre des cultures totalement différentes, qui se sont regroupées au cours des quarante dernières années dans des domaines qui ne sont plus soumis aux lois de la République.

Vous ne pouvez pas décider seul d'effacer nos repères civilisationnels et de nous priver de notre patrie charnelle.

Nous vous demandons donc de différer la signature de ce pacte et d'appeler par référendum les Français à voter sur ce document. Vous êtes responsable de vos actes devant les Français. Votre élection n'est pas un blanc-seing.

Nous soutenons l'initiative du Général MARTINEZ contre la signature de ce pacte qui doit être adopté par les Etats membres de l'ONU lors de la Conférence intergouvernementale de Marrakech.

Général Antoine MARTINEZ

Charles MILLON – Ancien Ministre de la Défense

Général Marc BERTUCCHI

Général Philippe CHATENOU

Général André COUSTOU

Général Roland DUBOIS

Général Daniel GROSMIRE

Général Christian HOUDET

Général Michel ISSAVERDENS

L'amiral Patrick MARTIN

Général Christian PIQUEMAL

Général Daniel SCHAEFFER

Général Didier TAUZIN

Colonel Jean Louis CHANAS

Traduit par Dr.Mo7oG

Source : NEWSPUNCH via Gâchette